



Déstabilisation de l'Algérie

Par [Stratediplo](#)

Mondialisation.ca, 14 mars 2019

stratediplo.blogspot.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

La fièvre du vendredi matin, que l'on constatait en Syrie en juin 2011, touche à présent l'Algérie. Elle ne saurait surprendre ceux qui ont vu se multiplier les préparatifs en vue de la déstabilisation qu'on annonçait le 17 octobre 2018 (<http://stratediplo.blogspot.com/2018/10/tant-qua-destabiliser.html>).

A peine un mois après cet article, un groupe de 43 « syriens » infiltrés clandestinement par la frontière malienne a été arrêté près de Tamanrasset. En langage algérien cela signifie, comme dans le cas des dits « afghans » des années quatre-vingt, des mercenaires d'origines diverses ayant servi en Syrie, mais du moins sait-on qu'il s'agissait d'arabophones, pas de Français (plus gros contingent européen détaché en Syrie). Il y avait en tout cas parmi eux de vrais Syriens, anciens officiers déserteurs passés aux forces islamistes. Porteurs de grosses sommes d'argent destinées au recrutement de réseaux en Algérie, ils se sont réclamés de l'Armée Syrienne Libre (faction soutenue notamment par la France), ont en effet bénéficié immédiatement de pressions étrangères en vue de leur libération et surtout de leur éviter un renvoi vers la Syrie, et ont été expulsés début décembre en direction du Soudan prêt à les recevoir, avec un groupe de Yéménites (ou islamistes arabes revenus du Yémen) d'effectif non diffusé. Quelques jours plus tard 53 Palestiniens ont été à leur tour capturés dans la région de Tamanrasset après leur infiltration. Puis le 8 décembre une trentaine de « syriens » a encore été capturée à Tamanrasset, et d'autres encore à Ghardaïa. Quelques individus avaient quitté la Syrie, après la défaite de l'Etat Islamique, par la Jordanie, mais la grande majorité étaient passés par la Turquie d'où ils avaient ensuite été acheminés par avion vers Khartoum, dotés là de faux passeports soudanais, transférés par voie aérienne à Bamako et de là par voie terrestre sous escorte armée.

Si des centaines de mercenaires islamistes ont été ainsi interceptés depuis novembre il est difficile d'estimer combien ont été introduits sans être interceptés. Le 2 janvier le ministère de l'Intérieur a révélé que des centaines de « syriens » avaient ainsi été capturés, après leur entrée clandestine par la frontière malienne alors que les Syriens n'ont pas besoin de visa pour se rendre légalement en Algérie, et a annoncé des mesures comme l'interdiction formelle aux Syriens d'entrer par la frontière sud dans un pays qui a accueilli légalement 50000 vrais réfugiés syriens depuis le début de la guerre. Pour sa part le Mali ne cache pas son hostilité (récente) envers l'Algérie, coupable d'avoir décidé en 2017 l'expulsion du cinquième de la centaine de milliers de clandestins dits subsahariens (parmi lesquels on estime 5% d'islamistes), et d'y avoir procédé de manière à dissuader la récidive, en déposant ces clandestins « en plein désert », en l'occurrence sur la route mais à la frontière puisque l'armée algérienne ne saurait faire incursion en territoire malien. Ainsi la police malienne n'a pas empêché l'attaque et le saccage de l'ambassade algérienne à Bamako par

des « refoulés » le 12 mars de l'année dernière. Certes le nord du Mali, par où passe l'infiltration des mercenaires islamistes pour entrer en Algérie, est pour sa part pratiquement contrôlé par la France, au nom de l'Union Européenne.

Parallèlement aux infiltrations d'islamistes étrangers l'armée algérienne a découvert des centaines de caches le long des frontières orientales et méridionales, avec bien sûr des stocks alimentaires et du carburant mais surtout de l'armement, y compris collectif, antichar (lance-roquettes) et antiaérien sophistiqué (missiles). En matière d'armement individuel la presse algérienne déclare que l'armée a saisi en quelques mois, fin 2018, quarante-huit millions de munitions (il y a peut-être un zéro de trop). Et fin décembre un cargo chargé d'armement, provenant de Turquie, a été appréhendé à son arrivée en Tripolitaine. Il est difficile d'attribuer tout cela à un mouvement spontané, pas plus que les recommandations de gouvernements européens envers leurs ressortissants d'éviter, en cas de tourisme au Maroc, la zone frontalière avec l'Algérie.

C'est pourtant très spontanément qu'ont éclaté les manifestations monstres du 22 février, immédiatement qualifiées de protestations à l'annonce de la candidature du président Abdelaziz Bouteflika à l'élection présidentielle du 18 avril, mais dont il n'est pas interdit de se demander si elles n'auraient pas spontanément trouvé un autre motif au cas où celui-là ne se serait pas présenté. En effet si une telle mobilisation avait eu lieu deux mois plus tard, dans les isoloirs habituellement massivement boudés par l'électorat algérien, un candidat honni n'aurait certainement pas pu être élu. Et d'ailleurs peu d'Algériens croient que c'est la momie présidentielle qui gouverne réellement leur pays, entre ses séjours médicaux en France. Sans le moindre préavis sur « réseau social », des centaines de milliers d'Algériens sont sortis dans la rue pour manifester dans quasiment toutes les grandes villes, y compris à Alger où c'est interdit depuis 2001. La presse, prise par surprise, ne l'a ni vu venir ni même rapporté le soir, et a dû s'informer et se concerter dans la nuit pour rendre compte de l'événement le lendemain samedi. Plus de trois semaines plus tard tout le monde assure ignorer qui a appelé à cette marche du vendredi 22 février, qui s'est ensuite reproduite vendredi 1er mars, puis vendredi dernier 8 mars et se reproduira certainement vendredi prochain 15 mars. Dans tout le pays, en fin de matinée et en synchronie surprenante, les gens se sont spontanément mis à manifester en sortant des dizaines de mosquées des grandes villes, comme si une révélation prophétique leur était soudainement apparue sans que personne ne leur donne de consigne.

Il y eut certes une exception, à Bougie, la ville dont le régime fondé par le colonel de Gaulle entend faire oublier qu'elle a donné son nom français à la chandelle de cire. Vendredi 22 février, dans son homélie, le moufti de Bougie a appelé ses ouailles au calme et au respect de l'ordre constitutionnel dans la période troublée que traversait le pays. Ignorant ce qui se passait au même moment dans d'autres mosquées, et donc choqués qu'un ministre du culte se mêle soudain de politique, et de plus qu'il appelle la population kabyle à soutenir le régime arabe, de nombreux fidèles sont alors sortis de la mosquée. C'est certainement par une heureuse coïncidence, ou une inspiration divine, que ce moufti a appelé au respect de l'ordre au moment même où dans de nombreuses mosquées du pays des centaines de milliers de personnes acquéraient collectivement l'idée de manifester spontanément en sortant.

Le 9 mars un appel à la grève générale de cinq jours a été lancé, paraît-il par un petit syndicat méconnu, très généralement diffusé et relativement bien suivi le 10 mars. A ce sujet il faut savoir que la culture syndicale et gréviste n'est pas la même en Algérie qu'en France. Dans un pays socialiste les employés ne servent pas le grand capitalisme privé mais

la population, et dans un pays pauvre ils savent que ce sont leurs compatriotes qui souffriront de toute interruption des services essentiels. Un bel exemple est celui du métropolitain d'Alger, dont la grève consiste à débrancher les distributeurs de tickets et fermer les guichets (plus quelques bouches de métro) afin que les usagers puissent utiliser le transport public gratuitement. Dans certaines villes, une sorte d'incertitude quant à l'ampleur et la suite des événements a fait fermer pratiquement tous les petits commerces, mais en même temps les commerçants discutaient avec leurs clients sur le trottoir des difficultés qu'entraînerait la prolongation de cette grève. Tous les débats publics, oraux ou écrits, montrent que l'opinion est très divisée et n'est certainement pas majoritairement acquise à une véritable grève de cinq jours. Là comme en matière de manifestation, la seule coordination qui soit apparue au grand jour est celle des étudiants, rejointe aujourd'hui par les enseignants. Des étudiants préparent aussi un service d'ordre pour contrer les provocateurs, introduits vendredi dernier en marge des manifestations pacifiques comme à Kiev il y a cinq ans.

Rapatrié d'urgence par vol bleu de Genève où il était hospitalisé, l'homme faible du régime a annoncé avant-hier lundi 11 sa mission ultime de fondation d'un nouveau régime, le report de l'élection présidentielle, un remaniement ministériel, le lancement d'une grande « conférence nationale » ou remue-méninges devant préparer pour fin 2019 un projet de constitution pour soumission à referendum, la tenue ensuite d'une élection présidentielle conforme aux prédicats étrangers, la formation d'un gouvernement de transition avant l'élection présidentielle, et le retrait du dictateur (au sens classique de chargé de mission exceptionnelle avec pleins pouvoirs) à l'issue de l'élection présidentielle.

En Algérie comme à l'étranger l'annonce présidentielle a été perçue comme un projet de prolongation du mandat et du régime, et donc reçue négativement par les aspirants au changement et positivement par les tenants de la stabilité. En Kabylie la réaction assez générale des journaux et des réseaux sociaux semble être un appel à la sécession.

Plus franchement encore que lors de l'interruption du processus électoral parlementaire en décembre 1991, les gouvernements des grandes puissances ont officiellement déclaré approuver le plan gouvernemental, à l'exception notable de l'allié de l'Algérie, la Russie, qui conformément à sa doctrine de non-ingérence et au droit international déclare ne pas se prononcer sur une question interne. Dans les Etats de non-droit comme les Etats-Unis et les pays arabes la presse commente le fond de la décision gouvernementale, en Europe quelques médias comme Le Monde et la BBC soulignent qu'elle viole la constitution algérienne, sans pour autant la qualifier de coup d'Etat comme le fait une partie de la presse algérienne. D'une manière générale l'ensemble de la presse occidentale dépendante des agences monopolistiques des pays de l'OTAN (AFP, Reuters et AP), suivie par la presse des pays arabes, dénonce la manoeuvre gouvernementale et annonce le chaos. L'illustre libérateur de la Cyrénaïque et éminence grise du gouvernement français, connu pour ses appels au bombardement de Belgrade puis de Moscou au siècle dernier et plus récemment sa prose d'appel à la haine contre le président russe, a dès lundi appelé la population algérienne à la révolution.

En réalité un certain nombre de puissances et de pouvoirs étrangers attendaient ou préparaient la déstabilisation. Quelques jours après les manifestations surprise du 22 février, Amnesty International et ses soutiens ont fortement appelé les forces de l'ordre algériennes à la retenue en vue des manifestations du vendredi suivant. Cette ingérence est particulièrement notable alors que seuls 41 activistes violents avaient été interpellés (et libérés au bout de quelques heures) sur des centaines de milliers de manifestants, quand en

France les manifestations de, paraît-il, quelques dizaines de milliers de personnes le samedi (le néo-poujadisme est constitué de travailleurs) donnent lieu à des milliers d'arrestations et de placements en garde à vue ou défèrements immédiats. Elle surprend aussi dans la mesure où la police a unanimement toléré (et parfois accompagné) les manifestations, y compris à Alger où elles sont prohibées, en singulier contraste avec la France, condamnée en cela par le Parlement Européen, où chaque manifestation donne lieu à des violences gouvernementales inouïes avec tortures et mutilations ciblées.

Algérie Patriotique de ce mercredi relaie, avec force détails troublants, des révélations persanes sur les préparatifs organisés de la déstabilisation de l'Algérie (www.algeriepatriotique.com/2019/03/13/un-plan-de-destruction-de-lalgerie-est-entre-en-action-a-partir-du-maroc/). Dans un centre de coordination installé à Rabat, un certain nombre d'agents étatsuniens, marocains et de spécialistes d'Otpor (l'agence initialement serbe financée par Soros pour les « révolutions de couleur ») travailleraient depuis déjà un an à la planification, au financement et au ravitaillement de mouvements activistes en Algérie, et des cadres algériens auraient suivi là six mois de formation intensive. Deux douzaines d'officiers étatsuniens, marocains, serbes et français (et quelques Algériens félons), seraient déjà à pied d'oeuvre dans deux états-majors de conduite opérationnelle déployés à Oujda et Errachidia (Maroc), et des dizaines d'autres formeraient déjà un millier de futurs miliciens dans trois camps d'entraînement (dont un en Mauritanie), tandis que deux bases de soutien logistique auraient été installées en Tunisie.

Pourtant le gouvernement algérien s'est conformé aux discrètes injonctions uniopéennes et françaises de revirement politique en matière migratoire. Dès le 14 février, donc avant le déclenchement de la crise actuelle, Ramtane Lamamra, ancien ministre des Affaires Etrangères, a été désigné conseiller diplomatique spécial auprès de la présidence, comme pour superviser ou court-circuiter le ministre des Affaires Etrangères. « Kabyle de service » comme disent les Berbères, diplomate de formation et spécialiste de l'Afrique (subsaharienne surtout), Lamamra est un homme de l'Union Africaine et de l'ONU, qui a accompli de multiples missions pour l'une et l'autre, ainsi que pour diverses agences du système onusien. Son aversion pour la politique de contention de l'immigration illégale subsaharienne n'est pas un secret. Estimé par les hauts fonctionnaires internationaux, il est particulièrement apprécié de Federica Mogherini, ministre des Affaires Etrangères de l'Union Européenne. Il est membre du conseil d'administration de la fameuse officine de conception et déclaration de crises déstabilisatrices International Crisis Group.

L'hospitalisation de Abdelaziz Bouteflika à Genève, au surlendemain des premières manifestations spontanées à la sortie des mosquées, était en fait un paravent à des consultations discrètes organisées par son frère Saïd à l'avance, puisque les visites ont débuté le jour même de leur arrivée, dimanche 24 février. Un envoyé spécial de haut rang du président Emmanuel Macron a même été reçu en même temps que Ramtane Lamamra, et dès lundi 25 l'agence Reuters émettait l'hypothèse d'une remise directe du pouvoir présidentiel à Lamamra par Bouteflika. Diverses personnalités et diverses formules de transmission du pouvoir, manifestement préparées ailleurs, ont été présentées ou recommandées au président à l'occasion de plusieurs entrevues de courte durée. Le 2 mars Euronews a annoncé que le président allait annoncer la nomination de Lamamra comme premier ministre.

Finalement un remaniement ministériel a eu lieu avant-hier 11 mars. Ramtane Lamamra redevient ministre des Affaires Etrangères, mais aussi vice-premier ministre, poste nouvellement créé pour renforcer sa position alors qu'il eût suffi de le nommer ministre

d'Etat, comme lors de son premier mandat de ministre des Affaires Etrangères et à la différence de son successeur d'alors, et prédécesseur d'aujourd'hui, Abdelkader Messahel autodidacte arabe dont les détracteurs algériens fustigent le français grossier et l'arabe primaire. L'étranger, surtout, reprochait à Messahel son soutien dès juillet 2017 à la politique de fermeté face à l'immigration illégale, mise en oeuvre par le premier ministre Ahmed Ouyahia devant l'accroissement subit des flux d'origine subsaharienne, la menace de leur transformation en une route clandestine massive vers la France, et dernièrement l'apparition d'une composante arabe islamiste en marge de ces flux. Accessoirement le Maroc lui reprochait sa dénonciation du premier narco-Etat au monde (en réalité après l'Afghanistan). Le premier ministre kabyle Ahmed Ouyahia a été démissionné, selon le souhait de tous les appareils internationaux, uniopéens et crypto-gouvernementaux qui lui reprochaient depuis sa nomination en 2017 son combat contre l'immigration clandestine, d'ailleurs soutenu par la population algérienne. Il est remplacé par l'Arabe anti-kabyle Noureddine Bedoui, apparatchik issu de l'administration préfectorale et ministre de l'Intérieur du gouvernement Ouyahia, chouchou des chancelleries occidentales et dont le mérite principal est d'avoir régulièrement manifesté son opposition à la politique de lutte contre l'immigration clandestine, et d'avoir lancé un recensement national vraisemblablement destiné à une régularisation massive.

Enfin, en marge du gouvernement, le président a aussi nommé, pour piloter la conférence nationale constituante, l'islamiste arabe Lakhdar Brahimi, haut fonctionnaire de l'ONU, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU et de la Ligue Arabe, plusieurs fois représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU, membre du comité des Elders (chibanis) pour la Paix de l'ONU, grand pourfendeur de la souveraineté des Etats, et dont la mission impossible et hypocrite en Syrie ne lui a pas permis de faire valoir les talents de conciliation que nécessitent la convocation d'Etats Généraux en Algérie. Sa nomination ressemblerait presque à une mise sous tutelle internationale de l'Algérie en crise provoquée.

Lundi 11 mars, le pouvoir politique algérien semble avoir abdiqué sa souveraineté et ses frontières et mis le pays sous contrôle étranger en croyant éviter la déstabilisation qui entre en phase finale. Deux-tiers des Algériens d'aujourd'hui n'ont pas connu la guerre civile islamique des années quatre-vingt-dix et ignorent où va leur pays.

La description du pays « sapin » présentée en pages 93 à 100 du Septième Scénario de Stratediplo (www.lulu.com/fr/shop/stratediplo/le-septieme-scenario/paperback/product-22330739.html) peut être utile à la compréhension des forces, faiblesses et capacités actuelles de l'Algérie.

source:

La source originale de cet article est stratediplo.blogspot.com
Copyright © Stratediplo, stratediplo.blogspot.com, 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca